

Type de réunion

Réunion de collège public

10 Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ?

Les paliers

Un enfant doit pouvoir rester dans les filières générales le plus tard possible, notamment s'il est incertain quant à son avenir professionnel. L'âge approprié selon les participants est 16 ans. Néanmoins, si l'enfant a un projet professionnel précis plus tôt, il doit pouvoir s'orienter en dehors du général (par exemple vers l'enseignement professionnel). En contrepartie, cet enseignement professionnel devrait contenir des enseignements plus généraux (exemple : philosophie) susceptibles de le « revaloriser », et de préparer à une éventuelle réorientation.

Certains participants ont manifesté une forte opposition à toute orientation afin la fin de la scolarité obligatoire. En effet, l'école doit fournir un socle de connaissances à tous, et ne pas contribuer à la formation d'une main-d'œuvre malléable.

La multidisciplinarité

Les participants se sont mis d'accord sur la nécessité de la multidisciplinarité chez les professeurs en 6^{ème} – 5^{ème}, afin d'éviter le cloisonnement (« chacun sa matière ») et le désarroi des élèves face à l'absence d'un interlocuteur privilégié, comme en primaire. Cette multidisciplinarité aurait l'avantage de ne pas découdre les enseignements (exemple de « bivalence » : associer mathématiques et technologie, histoire-géographie et français, langues et civilisation). Cependant, la qualité scientifique de l'enseignement devra être maintenue par la spécialisation.

Le terme « orientation »

Les participants ont insisté sur l'opacité de ce mot, qui fait peur aux élèves et aux parents (qui l'associent à « exclusion », « sélection », « couperet »). Dans la société française, l'orientation impose le baccalauréat scientifique, alors que de nombreux autres choix sont disponibles à partir de la 3^{ème}. Il faudrait cesser le centrage sur les matières survalorisées (mathématiques, français, anglais), et développer les projets de groupe pour valoriser les compétences diverses et transversales de chacun. Le sujet des IDD a ainsi été largement abordé. Selon les parents présents, le concept des IDD est extrêmement intéressant (il permettrait de développer les compétences des élèves, de les faire travailler en groupe, et de leur faire voir leurs professeurs sous un autre jour) ; mais, pour les professeurs, son application laisse à désirer : le système fonctionnerait pour les élèves déjà normés, alors que les autres resteraient un peu à l'écart des groupes (même raisonnement pour les TPE au lycée). De plus, il faudrait réaliser un bilan large de cette opération.

Les passerelles

Le problème n'est pas tant celui du manque de choix (il y a beaucoup de filières possibles après la 3^{ème}) que celui des passerelles : un jeune qui s'oriente vers l'hôtellerie pourra difficilement se réorienter en cas de problème. Tout élève devrait pouvoir revenir vers l'enseignement général, quelque soit son âge. L'enseignement public devrait développer son offre (gratuite) de formation pour adultes, avec des horaires adaptés, car l'enseignement par correspondance ne fonctionne pas pour les personnes en difficulté.

L'offre

Les conseiller(e)s d'orientation ne sont pas assez disponibles pour les élèves en raison d'un problème de moyens. Afin d'améliorer l'information des élèves, il serait nécessaire pour certains participants de « casser » la logique du brevet en 3^{ème}, en allégeant les programmes au profit de l'orientation (par des professeurs, des professionnels, des conseillers d'orientation ; en développant les stages). Certains des participants se sont insurgés contre cette logique, qui conduirait à alléger le socle de connaissances commun à tous les élèves. Comme l'a dit un participant, « le collège n'est pas une agence de placement pour l'emploi ».

19 Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

Le risque de mise en concurrence

L'ensemble des participants a insisté sur la catastrophe que constituerait toute mise en concurrence des établissements scolaires. La conséquence en serait un système à deux vitesses, ce qui est contraire aux principes de l'Education nationale. D'autant qu'il est urgent de réduire la fracture entre les « bons » collègues et les « mauvais » collègues.

L'évaluation actuellement

De fait, les établissements sont évalués au vue des résultats aux examens comme le brevet ou le baccalauréat (exemple : palmarès des lycées qu'on peut trouver dans la presse). Pour autant, les participants ont insisté sur le fait qu'une bonne évaluation doit prendre en compte le niveau des élèves qui ont intégré l'établissement dès la 6^{ème} pour le collège, ou dès le 2^{nde} pour le lycée.

Evaluation interne

Certains participants estiment que l'évaluation doit être liée à un projet collectif d'établissement. Par exemple, ils prônent une évaluation en classe de CM2 par rapport aux fondamentaux : lecture, écriture, calcul. Une telle évaluation serait interne. Autrement dit, elle n'aurait pas vocation à être utilisée publiquement pour classer les établissements, mais serait un élément interne permettant à l'établissement de chercher à progresser.

Autonomie

La question récurrente a été : quelle autonomie ? S'il s'agit d'une progressive privatisation des établissements scolaires dont la gestion se rapprocherait du modèle de l'entreprise privée, l'ensemble des participants y est farouchement opposée. Par contre, s'il s'agit d'une certaine liberté laissée, par exemple, dans le nombre d'heures attribuées à chaque matière en fonction des besoins propres de l'établissement, une relative autonomisation est envisageable. Néanmoins, une telle solution demande plus de moyens : à coûts constants, elle serait stérile.

Décentralisation

Les participants ont souvent traduit autonomie par décentralisation. Ils ont ainsi eu l'occasion d'exprimer leurs craintes vis-à-vis de cette dernière. En effet, elle serait source d'inégalité, dans la mesure où il existe des départements et des régions plus riches que d'autres. De plus, un participant a insisté sur le fait que l'Education étant nationale, elle doit dépendre de l'échelon national.

Remarques complémentaires sur le débat

Même s'ils se réjouissent de l'existence de ce débat, les participants confessent ne pas se faire d'illusions quant à l'attention donnée à leurs suggestions. Pire, ils craignent que le ministère utilise les craintes exprimées tant sur l'orientation que sur l'autonomie pour imposer des mesures néo-libérales qui sont tout ce qu'ils ne veulent pas. L'ambiance était donc dominée par une profonde méfiance vis-à-vis du gouvernement.

Trois priorités pour l'École

1. Il faut mieux accompagner les parents et les enfants vers l'orientation, et ce dès la 6^{ème}.
2. Il faut multiplier les passerelles entre les filières pour qu'une orientation ne soit pas un choix irrémédiable.
3. Il faut plus de moyens pour pouvoir assurer un soutien personnalisé des élèves en grandes difficultés dans les petites classes.